

SERVICE

PUBLIC EN

DANGER

**Monsieur le Président de la République
Monsieur le Premier Ministre**

Aujourd'hui, jeudi 7 novembre, les mairies du Muretain Agglo seront fermées.

C'est une décision unanime des 26 maires du territoire, l'expression d'un ras le bol que nous vous adressons personnellement, vous qui ciblez et asphyxiez les collectivités locales, menaçant leur libre administration, mais que nous adressons aussi à une technocratie toujours plus zélée qui matraque sans vergogne nos décisions et nos projets, décourageant les initiatives publiques et privées.

Ce n'est plus acceptable !

Les collectivités locales sont, pour leur immense majorité, bien gérées. Elles votent des budgets en équilibre malgré les baisses des dotations et des retours fiscaux amputés et le renchérissement des projets devant intégrer des normes toujours plus coûteuses. Alors que leur dette ne représente que 8 % de la dette de la France, elles portent une grande part de l'investissement public (82 %). Avec les mesures annoncées, vous mettez en péril les services publics de proximité indispensables au quotidien de nos concitoyens, vous hypothéquez les investissements de nos territoires au détriment des citoyens et des entreprises locales.

Ce n'est pas nous, les maires et présidents, qui avons creusé la dette par des décisions politiques fiscales et budgétaires inefficaces et coûteuses relevant plus de l'idéologie et de l'amateurisme que de l'efficacité et du sérieux. La dette des communes bien gérées du Muretain est faible et elle est même quasi nulle pour Muret sa ville centre.

Les maires que nous sommes ne sont pas contre l'effort collectif pour redresser notre pays, mais la contribution doit être juste et équitable. Alors que le logement, l'emploi et les mobilités sont des préoccupations majeures pour nos concitoyens, la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) par exemple, certainement trop pieuse et ambitieuse, contraint trop le nécessaire développement de nos territoires et conduit à la faillite. De plus les communes bonnes élèves qui ont été économes en utilisation foncière et qui doivent porter la dynamique territoriale, sont punies. D'autant plus avec des censeurs hors sol, bien au chaud et particulièrement zélés qui massacrent nos Plans Locaux d'Urbanisme et donc l'essor économique du Muretain.

Il faut être solide pour résister, on comprend les maires, nombreux, de petites et grosses communes, qui jettent l'éponge.

Vous laissez penser que les collectivités locales dépensent trop, c'est de l'idéologie et de la fiction plus que du réalisme.

Nous vous demandons de nous dire et de dire aux administrés ce qu'il faut supprimer ou réduire :

- Faut-il cesser d'entretenir notre patrimoine, nos lieux publics, nos routes, nos rues, nos places, nos écoles ?
- Faut-il supprimer nos cantines scolaires, nos crèches, nos services aux familles ?
- Faut-il supprimer nos aides aux plus démunis, à nos associations culturelles et sportives, etc, créatrices de lien social ?
- Faut-il renoncer à notre participation solidaire aux grands projets structurants de l'Etat comme la Ligne à Grande Vitesse (LGV) ?
- Faut-il supprimer nos polices municipales ?
- Faut-il ne plus investir dans le logement, le logement social, les mobilités, le développement économique et la transition énergétique de nos territoires ?

Le Muretain Agglo, fort de ses 26 communes, de ses 125 000 habitants, de ses 30 000 emplois salariés, de ses 14 000 entreprises et commerces, est un acteur majeur du desserrement économique et de l'accueil démographique du bassin métropolitain Toulousain (+ 12 000 habitants par an). Il doit pouvoir jouer son rôle et disposer de moyens financiers et réglementaires pour assurer ses services de proximité et son développement.

Nos communes, nos regroupements ont besoin de considération, d'écoute et de moyens pour porter les politiques de proximité utiles et indispensables à nos concitoyens.

Comme un arbre, un territoire qui ne grandit pas se meurt !

Vous pouvez, vous devez changer de cap !